

De la schizophrénie érigée en mode de gouvernement...

Définition 1, schizophrénie (au sens large) : Ambivalence psychique, manque de réalisme, comportement extravagant.

Définition 2, mode de gouvernement : façon de diriger, de conduire les affaires publiques, (accessoirement) de prendre soin de la collectivité publique.

Or donc on parle beaucoup, en ce moment, de crise alimentaire et d'émeutes de la faim. Cela nourrit les unes des journaux et engraisse le capital politique de certains responsables non moins politiques. Comment ne pas être un brin exaspérée par ce qui ressemble fort à une sombre mascarade ?

Un exemple parmi d'autres nous est fourni ces derniers jours par notre ancien Président de la République, Jacques Chirac, qui a signé dans Le Monde du 16 avril un point de vue intitulé « Crise alimentaire : des solutions existent ». Le style est solennel, un peu comme des vœux en plein mois d'avril. Des vœux pieux car l'article présente un diagnostic et des solutions connus depuis longtemps par beaucoup de gens de terrain qui n'ont certes pas été entendus lorsqu'il était au pouvoir (la bagatelle de 12 ans). Ainsi donc, « Sans mesures d'urgence et de fond, nous assisterons à des émeutes de plus en plus violentes, à des mouvements migratoires de plus en plus incontrôlables, à des conflits de plus en plus meurtriers, à une instabilité politique croissante. Les ingrédients d'une crise majeure sont réunis et la situation peut se dégrader très vite. (...) L'offre de produits alimentaires au niveau mondial est insuffisante. ». Au passage, la gravité de la situation n'empêche pas un soupçon d'auto-satisfaction dans la veine « visionnaire et prévenant » : « Je n'ai jamais cessé de me battre contre le gel de la production en Europe et de promouvoir le développement agricole des pays pauvres. ». Peut-être, mais le moins que l'on puisse dire est que la présidence française à cette époque-là n'a pas vraiment cherché à infléchir les effets négatifs de la mondialisation, dont la crise alimentaire est aujourd'hui l'un des reflets : à force de faire abandonner les cultures vivrières aux pays pauvres pour les mettre dans le circuit illusoire des échanges commerciaux au service des pays développés, il est certain que la famine ne peut que menacer : plus de terre ni de savoir-faire.

Côté solution, l'ancien plus haut magistrat de notre République tranche : « C'est une véritable révolution des modes de pensée et d'action en matière de développement, notamment dans le domaine agricole, qui s'impose ».

Il ose même : « L'agriculture vivrière doit être réhabilitée. Elle doit être encouragée. Elle doit être protégée, n'ayons pas peur des mots, contre une concurrence débridée des produits d'importation qui déstabilisent l'économie de ces pays et découragent les producteurs

locaux. Pour relever ce défi, il faut miser sur les hommes, sur les producteurs locaux, qui doivent percevoir la juste rémunération de leurs efforts. Les échanges doivent obéir à des règles équitables, respectant à la fois le consommateur et le producteur. La libre circulation des produits ne peut pas se faire au détriment des producteurs les plus fragiles. ».

Dont acte. Je n'aime pas imaginer les personnes malhonnêtes. On dira juste que le pouvoir accentue peut-être une certaine propension à la schizophrénie : on sait mais on ne fait pas. Pourquoi ? En l'espèce, pourquoi n'avoir pas davantage soutenu l'agriculture paysanne et laissé notre pays se vider de ses agriculteurs comme un organisme se viderait de son sang ? Ou alors, non, terminer par une note optimiste et accorder le bénéfice du doute : ce n'était que de l'ignorance. Maintenant que les élites politiques semblent un peu plus au courant des maux et des remèdes, alors il faut s'en réjouir. Franchement, c'est admirable de voir un libéral converti au commerce équitable, à l'économie de proximité et donc à un certain humanisme.

© YdLB, locobio.org - 18 avril 2008